

Le fétichisme de l'ordre

par Christophe Charle

Dans un recueil d'articles enfin traduit en français, Norbert Elias critique les errements de ses compatriotes, essentiellement les élites allemandes, incapables de s'émanciper des modèles anciens et de la rigidité des structures sociales. Dans ces conditions, peut-on parler d'un *habitus* national ?

Recensé : Norbert Elias, *Les Allemands* (précédé de « Barbarie et “dé-civilisation” », par Roger Chartier), édition établie par Michael Schröter, traduit de l'allemand par Marc de Launay et de l'anglais par Marc Joly, Paris, Seuil, « La librairie du XXIe siècle », 2017, 582 p., 35 €.

Il faut se réjouir que les *Studien über die Deutschen*, ouvrage publié en 1989 en allemand et traduit en anglais en 1996, soient enfin disponibles en français, même si c'est avec près de 30 ans de retard sur l'édition originale. Il s'agit moins d'un livre sur « les Allemands », selon le titre choisi pour les traductions anglaise et française, que d'« études », une série d'essais d'âge différent, rédigés en anglais ou en allemand entre 1961 et 1989. Certains sont très aboutis, comme le premier et le quatrième, d'autres inachevés ou très brefs.

Si Elias a consenti à la publication avant sa mort, en coopération étroite avec son disciple et éditeur Michael Schröter, c'est qu'il voyait dans ses réflexions théorisées sur son pays d'origine une sorte de testament et une réponse à ses détracteurs. C'était aussi une sorte de retour aux sources de son œuvre, après un long exil et un long refus, de part et d'autre, malgré les invitations dans les universités allemandes et les œuvres complètes publiées chez Suhrkamp, soit tous les indices de réussite de l'universitaire germanique (enfin) arrivé et reconnu. Ancien assistant de Karl Mannheim, Norbert Elias avait été chassé et exilé de l'université de Francfort par le nazisme triomphant au printemps 1933.

Une exception allemande ?

Sur un ton apparemment objectiviste, avec ce mélange de simplicité et de profondeur, mais aussi, parfois, de raccourcis et de simplifications qui font tiquer tout historien attentif aux nuances et aux détails des enchaînements, Norbert Elias développe une longue critique de tous les errements de ses compatriotes ou, pour être plus précis, des élites allemandes et des classes dirigeantes (surtout prussiennes) à travers l'analyse des rapports entre l'aristocratie et la « classe moyenne » (au sens anglais de « bourgeoisie »).

Dans cette histoire perspectiviste, le peuple n'est guère présent (presque pas de paysans ou d'ouvriers) ; les Juifs y apparaissent uniquement comme victimes et boucs émissaires des frustrations nationales et sociales des ratés de la société de Weimar, qui ont fourni les hommes de main et parfois les cadres du nazisme. En revanche, les conflits entre catholiques et protestants, entre partis libéraux, conservateurs ou réactionnaires, entre classes moyennes et classe ouvrière ou entre patronat et syndicats, sont à peine évoqués, au profit de l'histoire de longue durée (de la guerre de Trente Ans du XVII^e siècle à celle du XX^e siècle) et de grands invariants comme les spécificités de l'*habitus* national allemand – explication centrale de la « catastrophe » allemande, mise en exergue dès le sous-titre du livre.

La constitution de cet *habitus*, à partir de l'Ancien Régime tardif et de la domination aristocratique et monarchique, conduit la bourgeoisie et plus largement les Allemands à cet esprit de soumission face à l'autorité qu'avait déjà mis en scène Heinrich Mann dans son célèbre roman, *Le Sujet de l'empereur (Der Untertan)*. S'y ajoute la fétichisation de l'idéal national, précisément parce que la nation a eu tant de mal à se constituer et l'a été sous l'autorité d'en haut, des forces aristocratiques et militaires. Celles-ci imposèrent leurs règles et leur discipline à tous et stigmatisèrent plus qu'ailleurs la contestation de l'autorité, notamment militaire, cet esprit de révolte incarné par la foule révolutionnaire parisienne qu'ils ont vu à l'œuvre lors du conflit contre la France en 1870-1871, et dont un équivalent réduit fut la « révolution » de novembre 1918 et ses suites, comme la tentative spartakiste.

Pour définir les contours de cet *habitus*, Elias recourt à la comparaison avec d'autres pays proches : moins la France (comme dans *La Civilisation des mœurs* et *La Société de cour*) que l'Angleterre et, dans une moindre mesure, la Hollande. Il tend parfois à oublier leurs propres errements ou échecs, certes moins monstrueux que la Deuxième Guerre mondiale et les génocides perpétrés par les nazis, mais non dépourvus d'épisodes de violence extrême et de « dé-civilisation », si l'on se rappelle les massacres coloniaux et les guerres menés par l'un ou l'autre pays en Irlande, en Inde, en Afrique, en Indonésie.

La thèse rejoint en partie celle des historiens tenants du *Sonderweg*, c'est-à-dire à la fois la spécificité de la construction nationale allemande et ses effets de longue durée, jusqu'au nazisme. C'est là un point faible de l'essai, car l'historiographie plus récente a eu tendance, précisément à partir des années 1970-1980, à revenir sur cette idée dominante et sur le

caractère inéluctable du nazisme ou sur ses continuités directes avec le XIXe siècle, voire l'Ancien Régime.

La montée des extrêmes

Parmi les essais qui composent le volume, on trouve une longue analyse des pratiques du duel issues de l'*ethos* aristocratique et militaire et son adoption par certaines fractions de la bourgeoisie allemande, via les corporations étudiantes qui le pratiquent à l'époque de l'Empire et encore sous Weimar. Elias en fait le symbole de l'incapacité de la bourgeoisie à s'émanciper des modèles anciens et de la rigidité des fractures sociales caractéristiques de la société allemande (thème qu'on retrouve dans les souvenirs d'enfance développés par Elias dans *Norbert Elias par lui-même*).

Mais son analyse, nourrie en partie de souvenirs personnels de l'époque où il était lui-même étudiant à Heidelberg, université traditionnelle où ce type de corporations fleurissait, ne s'appuie sur aucune statistique d'ensemble. Il n'invoque qu'un seul témoignage, tiré d'un ouvrage anecdotique mettant en scène quelques affaires célèbres. Or toute une historiographie existe qui relativise le poids de ces pratiques, nuance l'importance de ces groupes étudiants en réalité très minoritaires, concurrencés par d'autres associations aux mœurs beaucoup plus libérales et policées, ce qui contredit les généralisations d'Elias, dont le recours aux sources et travaux historiques est par ailleurs minimaliste.

L'effondrement de Weimar et l'imposition du nazisme jusqu'à la mise en œuvre de la Solution finale sont analysés dans la partie IV, « L'effondrement de la civilisation » (texte écrit après le procès Eichmann en 1961) et dans la partie III (« Civilisation et violence », rédigé en 1980 à partir d'une conférence pour l'Association allemande de sociologie). La défaite de 1918, le refus de la reconnaître par une partie des anciennes élites chassées du pouvoir et la fragilité du régime parlementaire conduisent à la fin du monopole de la violence légitime à deux moments critiques, au début et à la fin de la République de Weimar.

Cette fin du monopole de la violence légitime facilite la montée des extrêmes dans la rue, avec les heurts entre groupes paramilitaires des deux camps, ou dans la série des scrutins du début des années 1930 où communistes et nazis progressent fortement aux dépens des partis intermédiaires. Elle suscite la soumission ou le ralliement au nazisme de la majorité intermédiaire, à partir du moment où Hitler joue en apparence le jeu du compromis avec les partis conservateurs ou centristes démonétisés dans les urnes.

Si l'on peut acquiescer à la description du processus, on est frappé par la quasi-absence des facteurs économiques : ne sont pris en compte, comme éléments décisifs de contexte, ni l'effondrement de la monnaie au début du régime (conséquence des effets de la guerre et de l'isolement diplomatique de l'Allemagne tant que la question des réparations n'est pas réglée),

ni l'ampleur du chômage et de la dépression économique, sans lesquels les communistes et les nazis n'auraient jamais attiré à eux tous les laissés-pour-compte de la société — ce qui, en retour, paralyse les partis ordinaires et leur capacité d'agir.

Ce refus des thèses libérales ou marxistes ordinaires, pour comprendre l'arrivée d'Hitler au pouvoir, est une constante chez Elias, mais impose, à l'inverse, une interprétation quasi exclusive en termes de représentations sociales et d'héritage historique et symbolique (composantes de l'*habitus* national), qui ne permet pas de comprendre le déclenchement et l'ampleur de la crise ni de la comparer à d'autres crises similaires, mais aux issues différentes, en Allemagne ou ailleurs.

Foi persistante dans le sauveur

Elias insiste beaucoup sur l'esprit de soumission présent dans l'*habitus* national allemand pour expliquer l'absence de résistance aux injonctions les plus absurdes du régime nazi, même lorsque la guerre apparaît dans sa phase terminale et sans espoir. La volonté de croire au « Reich millénaire » et à la victoire, alors que le pays est écrasé sous les bombes et perd une à une ses conquêtes territoriales en Europe, contraste effectivement avec la dissolution de l'armée allemande à partir de l'été 1918 et l'effondrement du moral des civils à la fin de la guerre, sous l'effet des restrictions et du blocus.

Elias y voit essentiellement la capacité d'Hitler à s'identifier au « chef », garant de l'unité nationale face aux menaces et au refus de la majorité des Allemands de reconnaître l'impasse où leur fétichisme de l'ordre et de la nation, valeurs suprêmes, les a conduits en s'en remettant à lui comme à une sorte de « sorcier », de « faiseur de pluie », avec ses premiers succès économiques et diplomatiques des années 1930 et ses victoires fulgurantes de 1940-1941.

Pour démontrer la persistance de la foi dans le « sauveur », Elias utilise des correspondances privées de civils en juillet 1944. Mais quel est leur degré d'authenticité, sachant l'intensité de la surveillance policière ou de la propagande, d'autant qu'on n'a que des indications incertaines sur l'origine des scripteurs ?

Elias oublie ou feint d'ignorer également l'ampleur de la répression et la férocité des sanctions appliquées à tous ceux qui manifestaient encore réticence ou résistance, comme l'indique le nombre énorme des fusillés pour l'exemple (15 000 environ) au sein de la Wehrmacht dans les dernières années de la guerre¹.

¹ Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999 (1991).

Habitus social, habitus national

Toutes ces questions renvoient finalement à la notion d'*habitus* national. Le définir et en mesurer les effets n'est pas si simple : comment se combine-t-il harmonieusement (ou non) avec l'*habitus* social au sens de Bourdieu ? Quel est son degré de plasticité ou d'adaptabilité à de nouvelles circonstances historiques ? Est-il véritablement une religion de substitution, avec le déclin des croyances traditionnelles dans les sociétés industrielles, comme semble l'indiquer un passage du livre (p. 441) ? Peut-il changer ou évoluer ?

La transformation démocratique de l'Allemagne occidentale, après 1945, semble indiquer que oui, malgré le pessimisme intrinsèque d'Elias, dans un livre qui stigmatise le recours par les peuples à la guerre et à la violence, au lieu de se libérer de leurs fantasmes hérités de l'histoire. Inversement, la réapparition de formes ou d'idéologies politiques apparentées au nationalisme extrême, dans de nombreux pays démocratiques, à certains moments de crise (notamment ces dernières décennies), montre aussi que le cas allemand n'est pas une simple aberration produite par une histoire spécifique.

Le livre d'Elias aborde partiellement ces questions, quand il compare l'Allemagne à d'autres sociétés impériales qui ont connu, elles aussi, la crise et le déclin, ou quand il analyse les effets de la crise étudiante et l'apparition du terrorisme dans la République fédérale d'Allemagne. Il y voit surtout les conséquences d'un refus d'affronter le passé par les anciennes générations, alors que la nouvelle génération, incarnée par les étudiants contestataires, s'empare du sujet. Il y exprime aussi la crainte des prodromes d'une crise menant à une nouvelle dérive autoritaire allemande, ce que l'histoire a heureusement démenti — pour l'instant².

Publié dans lavedesidees.fr, le 4 décembre 2017.

² « Réflexions sur la République fédérale » (p. 531-562), texte rédigé en 1977-1978 et paru en 1985 dans la revue *Merkur*.